



# Les exhortations de Tebboune lors du Conseil des ministres

Page 2

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5015 - Mardi 25 février 2020 - Prix : 10 DA

Justice

### Reguieg, ancien chef de protocole de Bouteflika et l'hommes d'affaires Metidji sous mandat de dépôt

Page 24

Entre soulagement de certains et agacement des travailleurs

# Quatre nuits sans eau à Alger

Page 3

## Battre Trump coûte que coûte

Par Mohamed Habili

**L**a possible, la probable même, désignation de Bernie Sanders à la convention démocrate de juillet prochain, sera, pour autant qu'elle se concrétise, un événement capital tant pour les Etats-Unis que pour le reste du monde. Pour tout autre candidat à l'investiture démocrate que lui, ce ne sera qu'une première épreuve à passer avec succès pour pouvoir en quelque sorte entrer dans le vif du sujet : affronter le président sortant, Donald Trump, dans un combat singulier où pour l'emporter tous les coups seront permis. Donald Trump en effet n'est pas un républicain comme les autres. On peut perdre face à lui une première fois, mais s'incliner devant lui une deuxième fois serait une catastrophe irrémédiable. Ce qui importe plus que tout pour les démocrates dans leur ensemble, c'est justement de faire élire celui des candidats le plus à même de le battre. Si ce candidat au lieu d'être socialiste déclaré comme Sanders était carrément un communiste affirmé, eh bien tant pis, c'est encore lui qu'ils choisiraient. La nomination de Sanders dépend donc moins de son programme, encore que celui-ci compte, que de son équation personnelle. Sans la crise économique de 2008, un homme aussi atypique que Trump n'aurait pas été élu en novembre 2016 président des Etats-Unis. Mais Sanders non plus n'aurait pas été un finaliste devant la super-favorite qu'était alors Hillary Clinton non seulement pour la nomination démocrate mais également pour l'accession à la Maison-Blanche.

Suite en page 3

Il explicite les grandes lignes des différents ateliers du gouvernement

# Belhimer : «Un plan d'action à même de sortir l'Algérie de la crise qu'elle traverse»



PH.E. Soraya/J.-A.

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a affirmé, hier, que les grandes lignes du plan d'action du gouvernement reposaient sur divers ateliers englobant différents secteurs à même de sortir l'Algérie de la crise qu'elle traverse. Lire page 2

Alger

## Mise en service de la raffinerie de Sidi R'zine

Page 3

Salon national des musées

## Les collections de 17 musées exposées au public

Page 13

Industrie, Justice, Communication, Culture et Jeunesse

# Les exhortations de Tebboune lors du Conseil des ministres

■ Outre des orientations données pour traiter les dysfonctionnements relevés par le secteur de l'Industrie et des Mines, l'avant-projet de loi sur la prévention et lutte contre la discrimination et le discours de haine, la stratégie d'adaptation de la communication gouvernementale, la stratégie de développement du secteur de la Culture et de l'Industrie cinématographique pour la période 2020-2024 ainsi que le plan quinquennal pour la promotion de la jeunesse et le développement des activités physiques et sportives visant à lutter contre la marginalisation et l'exclusion ont été adoptés, avant-hier, lors d'un Conseil des ministres présidé par Abdelmadjid Tebboune, président de la République.

Par Lynda Naili

**A** ce titre, à l'entame de cette réunion périodique du Conseil des ministres, le Président Tebboune a exhorté les membres du gouvernement à l'impératif de la rationalisation des dépenses de l'Etat, en se limitant au strict nécessaire, notamment en termes d'acquisition et de location de véhicules pour l'opération de Recensement national. Le changement doit émaner de la conviction personnelle de rompre avec les pratiques du passé et de construire une nouvelle République à la hauteur des aspirations du peuple, a-t-il affirmé. Ceci étant, la présentation des exposés respectivement déclinés par les ministres concernés, c'est l'avant-projet de loi sur la prévention et la lutte contre la discrimination et le discours de haine qui sera adopté en premier. Présenté par le ministre de la Justice, cette loi, pour le président de la République, est une réponse aux tentatives de fragmentation de la société algérienne, notamment à travers l'utilisation des réseaux sociaux. Et pour cause, affirmera-t-il, la liberté d'expression ne signifie nullement la liberté d'insulter, de diffamer, de discriminer et de propager la haine et la division.

## Interdiction de l'octroi du foncier industriel à des «aventuriers»

C'était ensuite au ministre de l'Industrie et des Mines d'enchaîner pour notamment évoquer la situation actuelle des zones industrielles et zones d'activité en termes de nombre, outre la multiplicité des instances en charge de la gestion du foncier industriel et l'existence d'un système juridique contradictoire. En réponse, Abdelmadjid Tebboune a mis l'accent sur l'impératif d'assainir le foncier industriel existant avant de réfléchir à la création de nouvelles zones industrielles. Interdisant, ainsi, l'octroi du foncier industriel à des «aventuriers» pour ne pas reproduire les erreurs du passé et protéger le parc foncier national. Il a également interdit le recours à la sous-traitance avec les étrangers, sauf, insistera-t-il, s'il s'agit de matériel développé non disponible en Algérie.

## Le parc technologique de Sidi Abdellah rattaché au ministère de la Micro-entreprise

En outre, instruisant le ministre de la Micro-entreprise, des Start-up et de l'Economie de la connaissance d'entamer immé-

diatement la réalisation de ses projets en tirant avantage des expériences des pays développés en la matière en vue de créer un maximum de start-up, de mettre à profit les zones industrielles non-exploitées, Tebboune ordonnera le rattachement du parc technologique de Sidi Abdellah, relevant actuellement du ministère de la Poste et des Télécommunications, à celui de la Micro-entreprise, des Start-up et de l'Economie de la connaissance, avant d'instruire aussi d'introduire, dans la loi de Finances complémentaire 2020 (LFC), des mesures fiscales incitatives au profit des entreprises garantissant des postes d'emploi.

## Vers la création d'une chaîne TV parlementaire

Les travaux du Conseil des ministres se sont poursuivis par l'approbation de la stratégie d'adaptation de la communication gouvernementale à la nouvelle situation que connaît le pays au lendemain du Hirak, exposée par le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement. A ce sujet, insistant sur l'impératif du respect de

la déontologie, le président mettra l'accent sur l'impératif d'accélérer la régularisation de la situation juridique des chaînes privées pour qu'elles soient en conformité avec la loi sur l'audiovisuel et de même pour les supports électroniques. Enchaînant sur la communication institutionnelle, il donnera des orientations pour le lancement immédiat d'une chaîne parlementaire et de penser dès maintenant à une chaîne dédiée aux jeunes.

## Les Maisons de jeunes désormais gérées par des commissions élues apolitiques

Par ailleurs, le Conseil des ministres a approuvé le plan quinquennal du secteur de la Jeunesse et des Sports, axé sur la promotion de la jeunesse et le développement des activités physiques et sportives en vue de lutter contre la marginalisation et l'exclusion. A ce propos, Tebboune a ordonné de confier, sans délai, la gestion des Maisons de jeunes à des commissions de jeunes élues apolitiques, d'accélérer la réalisation des stades programmés et de traiter la problématique de l'organisation du sport scolaire et



PHD. R.

universitaire avant la fin du trimestre en cours. Ceci avant que le Conseil n'adopte la stratégie 2020-2024 pour le développement du secteur de la Culture et celui de l'Industrie cinématographique pour lequel le président de la République a plaidé l'encouragement de l'investissement dans les studios de production en octroyant toutes les mesures incitatives aux professionnels, notamment le foncier

et les crédits bancaires. Avant la clôture des travaux du Conseil des ministres, Tebboune a adressé ses sincères félicitations au peuple algérien, particulièrement les travailleurs, à l'occasion du double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta) le 24 février 1956 et de la nationalisation des hydrocarbures en date du 24 février 1971. **L. N.**

Il explicite les grandes lignes des différents ateliers du gouvernement

## Belhimer : «Un plan d'action à même de sortir l'Algérie de la crise qu'elle traverse»

**L**e ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer a affirmé, hier, que les grandes lignes du plan d'action du gouvernement reposaient sur divers ateliers englobant différents secteurs à même de sortir l'Algérie de la crise qu'elle traverse. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, M. Belhimer a évoqué les différents ateliers initiés par le gouvernement, notamment en matière de développement humain et de politique sociale ainsi que de l'appui qui lui est consacré (entre 12 et 14 Mds Usd/an). Le ministre a mis l'accent, en outre, sur l'impérative amélioration du pouvoir d'achat du citoyen à travers l'augmentation du Salaire national minimum garanti (SNMG), la prise en charge des catégories sociales vulnérables et la préservation du système de la sécurité sociale, à travers l'intégration des travailleurs du secteur parallèle. Concernant le développement social, le porte-parole du gouvernement a fait savoir qu'elle englobait des domaines «sensibles», à l'instar de l'Education, la Santé, l'Enseignement supérieur et la Formation professionnelle, la Culture et les Sports, plaidant, dans ce sens, pour «la réhabilitation des filières des mathématiques et des sciences,

l'amélioration de la gouvernance du système éducatif et la promotion du processus du dialogue, notamment avec les grèves incessantes que connaît le secteur». Quant à l'Enseignement supérieur, M. Belhimer a affirmé que le plan d'action du gouvernement s'appuyait sur «la formation d'élites et de pôles de recherche de référence qui permettent à l'Algérie de se positionner sur le marché mondial de la connaissance et du savoir». Dans le secteur de la Formation professionnelle, le porte-parole du gouvernement a fait savoir que l'action de l'exécutif s'articulait autour de «l'amélioration de la qualité de la formation et de l'enseignement technique, scientifique et technologique», citant, à ce titre, la création d'un baccalauréat professionnel, au regard «du manque enregistré dans les métiers, dû à l'abandon de ce genre de formation». S'agissant de la Santé, le ministre de la communication a mis l'accent sur la nécessité d'«humaniser l'activité sanitaire à travers une réelle amélioration de l'accueil et de la couverture sanitaire de la population», notamment au niveau des services des urgences dans les hôpitaux, ce qui implique, a-t-il dit, «une rupture définitive avec les aspects négatifs» dans le secteur.

Evoquant le secteur de la Communication, le ministre a rappelé l'ouverture de plusieurs ateliers relatifs au renforcement du cadre référentiel, à travers «la restauration de la confiance du citoyen dans les contenus des médias et la réalisation de l'équilibre requis entre la liberté et la responsabilité par l'exercice serein de la liberté de la presse». Il a abordé également la démarche de «l'ouverture médiatique et de la concurrence loyale marquant les pratiques du domaine de l'audiovisuel et de la presse écrite, en préservant le pluralisme et la compétitivité», ainsi que «la révision du cadre législatif et réglementaire du secteur de la Communication et le comblement du vide juridique existant dans le domaine de la presse électronique, de la publicité et des chaînes privées, avec la régulation de la presse électronique et de la publicité». Dans le même ordre d'idées, le ministre a insisté sur l'impératif de donner «une forte impulsion au développement des moyens technologiques et d'opérer une transition rapide vers le tout-numérique, avec l'organisation de la communication institutionnelle, des systèmes de suivi et de veille médiatique». Par ailleurs, M. Belhimer a insisté sur l'importance de «améliorer et de redorer le blason de

l'Algérie à l'étranger, en lançant une chaîne télévisée internationale, parallèlement au renforcement du réseau des bureaux de l'agence Algérie Presse Service (APS)», outre l'ouverture de deux nouvelles chaînes, de jeunesse et parlementaire, et la «régulation, voire le renforcement des activités de sondage et l'assainissement de la situation des revues et des périodiques spécialisés». «Outre la consolidation de la diplomatie économique à travers la création de l'agence de coopération et de développement, le gouvernement renforcera également la diplomatie culturelle au service du rayonnement, du rôle et de l'influence de l'Algérie», a-t-il soutenu. En matière de sécurité et de défense, le porte-parole du gouvernement a fait savoir que «l'ANP poursuivra ses missions constitutionnelles relatives à la défense et à la souveraineté nationales, en intensifiant ses efforts en termes de modernisation et de consolidation de son professionnalisme et de sa force», indiquant que «l'évolution importante et graduelle des ressources humaines et matérielles de l'ANP seront en adéquation avec l'ampleur des menaces émanant notamment du sud et du sud-est mais aussi des espaces maritime et aérien».

Hani Y./APS

Entre soulagement de certains et agacement des travailleurs

## Quatre nuits sans eau à Alger

■ Hier, l'eau a été coupée dans plusieurs communes de la capitale. En effet, dès 16h, plus aucune goutte dans les robinets. Cette perturbation durera, selon la Seaal, jusqu'à jeudi et n'aura lieu que «la soirée», chose qui a consolé certains mais agacé les travailleurs.

Par Thinhinene Khouchi

**A**u premier jour de la coupure d'eau, les habitants des 36 communes de la capitale «ne l'ont pas trop ressentie», nous confient certains, au moment où d'autres nous ont dit que «la coupure a lieu de 16h à 6h du matin ; et à 16h c'est trop tôt, car on en a besoin pour cuisiner le dîner, laver la vaisselle et faire d'autres tâches ménagères». Une mère de famille qui travaille et doit quitter son domicile à 7h du matin et rentrer à 17h, nous affirme que cette coupure l'agace comme toutes les femmes qui travaillent et font leur ménage après 17h, donc au moment de la coupure d'eau. Les boulangers des différentes communes sont les plus affectés par cette perturbation car leur travail se fait durant la coupure. Un boulanger d'El-Biar nous a affirmé que cette coupure «nous dérange énormément car notre travail commence à 2h du matin et ont a besoin d'eau pour nettoyer, cuisiner nos farces et préparer notre pâte à pain et autre gâteaux», ajoutant : «J'espère que les travaux s'achèveront dans les délais annoncés par la Seaal». Notons que cette coupure va durer 4 jours (du lundi 24 février 2020 au jeudi 27 février) et affectera Aïn Taya, Heuraoua, El-Marsa, Bordj-el-Bahri, Reghaïa, Rouiba, Bordj-el-Kiffan, Bab Ezzouar, Eucalyptus, Baraki, El-Harrach, Mohammedia, Oued Smar, Hussein-Dey, Megharia, Badjarrah, Bourouba, Gué-de-Constantine, Birkhadem, Alger-Centre, Belouizdad, Sidi-M'hamed, Kouba, Bir-Mourad-Raïs, Hydra, El-Biar, Ben



Aknoun, Bouzaréah, Chéraga, Beni Messous, Dely Brahim, Bab-el-Oued, La Casbah, Oued Koriche, Bologhine et Rais-Hamidou. Selon la Seaal, des perturbations pourront aussi être ressenties et impacteront les communes situées sur la chaîne des hauteurs, à savoir Douéra, Khraïcia, Baba-Hacène, Draria, El-Achour, Ouled Fayet et Souidania. Enfin, s'expliquant sur cette perturbation, le directeur général de la Seaal, Brice Cabibel, avait indiqué que des travaux de réparation et de remplacement des canalisations de transfert présentant des fuites (débit de 6000 m<sup>3</sup>/j) au niveau

des communes de Rouiba, Ouled Moussa et Ouled Haddadj, débuteront lundi et entraîneront une perturbation dans l'alimentation en eau potable durant toute la période des travaux. Ces travaux sont nécessaires et porteront sur le remplacement de certaines anciennes grandes canalisations (1500 à 2000 mm de diamètre) formant le réseau de production d'eau potable à partir du barrage de Keddara (long de 94 km sur une profondeur de 10m), réalisé en 1988 et assurant le transfert de 600 000 m<sup>3</sup>/j d'eau potable, a expliqué le DG de la Seaal. Le même responsable a affirmé que

toutes les mesures nécessaires avaient été prises pour parachever ces travaux dans les délais impartis, tout en assurant un service minimum d'alimentation en eau potable (de 6h00 à 16h), faisant état de la mise en place d'un dispositif de citernage au profit des citoyens et des établissements publics et hospitaliers. De son côté, le directeur de l'exploitation à la Seaal, Slimane Bounouh, a fait savoir qu'après l'assainissement des canalisations, les équipes de contrôle de qualité effectueront des analyses pour s'assurer de la qualité de l'eau.

T. K.

### Alger

## Mise en service de la raffinerie de Sidi R'zine

**A**près l'achèvement des travaux de réhabilitation, en février 2019, le Premier ministre Abdelaziz Djerad a inauguré, hier, des unités de production de la raffinerie de Sidi R'zine, implantée à Baraki, Alger.

Avec la mise en service des nouvelles installations, les capacités de la raffinerie d'Alger vont être augmentées de 2,7 millions de tonnes (Mt) à 3,645 Mt annuelle.

Pour rappel, Sonatrach et le groupe China pétrole Engineering and Construction (CPECC) avaient signé en 2016 un contrat de 45 milliards de dinars pour réaliser les travaux de réhabilitation de cette raffinerie. Le groupe chinois CPECC a pris le relais du français Technip dont le contrat avait été résilié par Sonatrach pour non-respect des engagements. Le projet de réhabilitation de la raffinerie avait été confié initialement, en décembre 2010, au français Technip avant d'être résilié unilatéralement par Sonatrach pour cause de manquements aux engagements du partenaire français. D'une durée de 38 mois et d'un montant d'environ 963 millions de dollars hors taxes, il prévoyait que le groupe français réhabilite en partie l'installation pour augmenter de 35 % sa capacité de production et lui permettre de

produire des carburants aux normes internationales. A l'issue de l'opération de réhabilitation, sa capacité de traitement devrait passer de 2,7 millions de tonnes à 3,6 millions de tonnes.

La mise en service de cette raffinerie permettra notamment l'augmentation de la capacité de traitement de pétrole brut algérien, et d'accroissement de la production de carburants, tout en adaptant l'outil de production aux normes qualitatives (Euro V), normes de sécurité industrielles et normes environnementales.

Après plus de deux ans de travaux de réhabilitation menés par le groupe chinois China petroleum Engineering and Construction (CPECC), la raffinerie d'Alger a été réceptionnée en février 2019 avant d'entamer la mise en service progressive des différentes installations.

En mai 2019, la raffinerie a connu la mise en service de ses unités utilités, celles de traitement des effluents, de stockage, de distillation atmosphérique, et de traitement et séparation des GPL. Entre novembre 2019 et février 2020, la raffinerie a procédé à l'installation de son MS Block pour la production des composants destinés à la fabrication des essences (hydrotraitement naphtha, reforming CCR, isomérisation) ainsi que son RFCC Block pour le craquage catalytique (traitement des GPL associés, traitement des eaux acides, régénération des amines, récupération du soufre). La raffinerie s'est dotée également d'une salle de contrôle centralisée (CCR) pour la gestion numérique des différentes unités de production et leur sécurité, et d'un nouveau laboratoire pour le contrôle de conformité des produits.

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a présidé, dans la matinée, la cérémonie d'acquisition par Sonatrach de trois méthaniens au niveau du port d'Alger. Il s'agit de deux méthaniens gaziers (Hassi Touareg et Hassi Berkine) d'une capacité de 13 000 m<sup>3</sup> chacun et un pétrolier de 46 000 tonnes (In-Ecker). Se félicitant de cette nouvelle acquisition, M. Djerad a souligné l'intérêt de se doter de ce type de moyens de transport acquis sur fonds propres par Hyproc Shipping Company, filiale de Sonatrach spécialisée dans le transport des hydrocarbures.

M. Djerad s'est déplacé par la suite à Hassi Messaoud (wilaya de Ouargla) notamment pour l'inauguration du complexe «ZCINA» et ses différentes installations.

Louiza Ait Ramdane

### LA QUESTION DU JOUR

## Battre Trump coûte que coûte

Suite de la page une

**S**i à la question «Sanders peut-il battre Trump ?», une majorité de démocrates répondent en leur âme et conscience par oui, alors c'est à lui qu'ils confieront la mission cruciale d'arracher le pouvoir à Trump. Ils lui préféreront quelqu'un d'autre sinon. Ce sera alors selon toute vraisemblance ou Joe Biden ou Michael Bloomberg, qui contrairement à ce qui a été dit hier ici même n'était pas présent aux caucus du Nevada, largement remportés par Sanders comme on le sait. Je sollicite l'indulgence des lecteurs pour une confusion qui s'explique pour partie par l'aversion que m'inspire le personnage, et pour partie par le rejet dont il a fait l'objet depuis le débat de Las Vegas à la veille des caucus du Nevada au sein même des démocrates. Le choix le plus probable, dans le cas où Sanders est éliminé, ce n'est pas Bloomberg mais Biden, qui a le soutien de l'establishment démocrate et plus particulièrement celui de Barack Obama, toujours une star dans le parti. De toute façon on n'aura pas à attendre longtemps avant de savoir ce qu'auront décidé à cet égard les démocrates. Tout porte en effet à croire que la question du candidat sera tranchée par eux dès le Super Mardi, qui tombe le 3 mars, où pas moins de 14 Etats organisent leurs primaires, et où se trouvent en jeu le plus grand nombre de délégués. Or avant les primaires et caucus du Super Mardi se tiendra la primaire de la Caroline du sud. A celle-ci non plus Bloomberg ne prendra pas part, puisqu'il se réserve pour le Super Mardi. La primaire de samedi prochain en Caroline du sud est importante parce que cet Etat abrite une forte communauté afro-américaine, supposée acquise non pas à Sanders mais à Biden, qui de ce fait devrait arriver en tête pour la première fois. Il pourrait même passer devant Sanders si sa victoire est écrasante, compte tenu du nombre de délégués en jeu. Mais si par contre il perdait, on voit mal alors ce qui pourrait arrêter Sanders.

M. H.

Sommet G5 Sahel

# Sécurité et développement au centre du Sommet de Nouakchott

■ La Mauritanie accueille aujourd'hui les travaux du 6<sup>e</sup> Sommet ordinaire des chefs d'Etat du G5 Sahel, pour «évaluer les progrès réalisés dans les domaines de la sécurité et du développement de la sous-région».

Par Maya Gh.



En prélude à cette rencontre qui intervient dans un contexte sécuritaire tendu, la septième session du Conseil des ministres des pays membres du G5 Sahel s'est tenue dimanche à Nouakchott pour préparer les assises des chefs d'Etat. Lors de ce sommet, les présidents vont examiner l'évaluation des progrès réalisés dans le cadre de l'opérationnalisation de la Force conjointe et l'adoption de la stratégie de communication de l'institution, ainsi que les programmes et projets prioritaires dans les domaines de la sécurité et du développement dans la région. En outre, les chefs d'Etat discuteront du «projet de cadre stratégique sécurité-développement du G5 Sahel, les actions entreprises en matière de lutte contre le terrorisme en 2019 ainsi que le plan d'action pour 2020». L'année 2019 a vu la mise en œuvre des projets de développement dans les domaines de l'eau, de la santé et des chaînes de valeurs agropastorales dans chaque pays, ont constaté les ministres. Une attention particulière a été portée aux populations des zones frontalières, en tenant notamment compte des besoins des déplacés et réfugiés. A l'issue de cette rencontre, il sera question aussi que le président du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré, en exercice, cède la présidence de l'organisation à son homologue maurita-

nien Mohamed Ould Cheikh el-Ghazouani. La Mauritanie prendra donc, à partir de cette semaine, la présidence tournante pour une année du G5 Sahel coordonnant la coopération de cinq pays de la sous-région sur «la sécurité et le développement».

Egalement, la restructuration du secrétariat permanent du G5 et la mise à jour du plan de renforcement de la force conjointe de l'organisation, seront, a-t-on indiqué, à l'ordre du jour au moment où les attaques terroristes se multiplient. En effet, la recrudescence des attaques terroristes

impose aux Etats membres un renforcement des actions d'opérationnalisation de la force conjointe du G5 Sahel. «Ceci nous contraint à parer au plus urgent, c'est-à-dire l'arrêt de la violence, tout en dérivant des actions concrètes sur le terrain», explique Sidikou Sambo, secrétaire permanent du G5 Sahel. Ces actions devraient notamment cibler les pays du secteur des trois frontières Burkina-Niger-Mali. Une zone gravement atteinte ces derniers temps par les attaques terroristes, faisant 4 000 morts dans ces trois pays voisins en 2019, selon les Nations unies et des milliers de déplacés. «Une nouvelle dynamique est engagée pour une meilleure coordination des forces, un meilleur engagement de différents acteurs en présence pour reprendre l'initiative et inverser la tendance dans le

centre, qui est un peu plus affecté», estime le colonel Issa Gabriel porte-parole du commandement de la force conjointe du G5 Sahel. Mise sur pied en 2017, la Force conjointe compte 5 000 soldats issus des forces armées des Etats membres et se déploie dans les zones frontalières. Au cours de la session préparatoire du Conseil des ministres du G5 Sahel, qui s'est tenue dimanche, les ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Economie des pays du Sahel, se sont penchés sur les programmes et projets prioritaires dans les domaines sécuritaires et de développement, tout comme les dossiers relatifs à la gestion avant leur transmission aux chefs d'Etat. Ils ont également examiné et adopté un rapport qui leur a été soumis par la réunion des experts qui s'est tenue jeudi dernier.

M. G./APS

Syndicat /Célébration

## L'UGTA commémore le double anniversaire du 24 février

Une cérémonie a été organisée, hier, au siège de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta) à Alger, à l'occasion du double anniversaire de la création de la Centrale syndicale (24 février 1956) et de la nationalisation des hydrocarbures (24 février 1971). La cérémonie a été marquée par le dépôt d'une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative du fondateur de l'Ugta, Aïssat Idir, et la lecture de la Fatiha du saint Coran à la mémoire des chouchada de la guerre de Libération nationale, en présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Chawki Acheuk Youcef, et du secrétaire général de l'Ugta, Salim Labatcha. Il est à souligner que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait appelé dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres, à «sacraliser les vertus du travail et de la morale pour l'édification de la nouvelle République».

**Président Tebboune : «Je réitère mon engagement envers vous de hâter l'édification d'une nouvelle République forte»**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réitéré, hier, à l'occasion du double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta) et de la nationalisation des hydrocarbures, son engagement devant les Algériens d'«édifier une nouvelle République forte sans corruption, ni haine». «En 1956, les travailleurs se sont unis contre le colonialisme, à travers la création du syndicat historique Ugta, sous la conduite du chahid Aïssat Idir. En 1971, le leader Houari Boumediène a remporté le pari du recouvrement de la souveraineté sur nos hydrocarbures. Aujourd'hui, je réitère mon engagement envers vous, de hâter l'édification d'une nouvelle République forte sans corruption,

ni haine», a écrit M. Tebboune sur son compte Facebook. Le président de la République avait adressé, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il avait présidée dimanche, «ses sincères félicitations» au peuple algérien, particulièrement les travailleurs, à l'occasion du double anniversaire de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (Ugta), le 24 février 1956 et de la nationalisation des hydrocarbures en date du 24 février 1971. A ce propos, il «a exhorté les travailleurs à tirer les enseignements de ces deux événements historiques pour relever les défis, en prenant exemple sur les aïeux dans leur élan pour la promotion de la conscience d'émancipation dans le milieu des travailleurs et la mobilisation en faveur du noble objectif national, à savoir le recouvrement de la souveraineté nationale, la réalisation de l'indépendance et l'édification d'un Etat national indépendant». Le Président Tebboune a félicité, en outre, les travailleurs du secteur de l'Energie, à l'occasion de l'anni-

versaire de la nationalisation des hydrocarbures, «lorsqu'une poignée d'ingénieurs et de techniciens a réussi à défier les sociétés étrangères, en février 1971, en prenant les commandes de la gestion directe et du contrôle de la production et de l'exportation des hydrocarbures, suite à la promulgation de la décision de nationalisation, ce qui a permis de consolider l'indépendance économique et de le libérer du monopole et de la domination des sociétés étrangères sur les richesses nationales». Le président de la République a saisi l'occasion pour appeler l'ensemble des citoyens et citoyennes à «sacraliser les vertus du travail et de la morale dans la grande bataille que nous menons pour l'édification de la nouvelle République, en retroussant les manches et en libérant leurs potentiels et leurs talents afin de réaliser le bond qualitatif requis en matière de diversification du produit national et d'accélérer la libération du pays de la dépendance à la rente pétrolière».

Lamine B.

Béjaïa

## 4 648 affaires criminelles enregistrées en 2019

«La police judiciaire de la sûreté de Wilaya a enregistré un total de 4 648 affaires criminelles en 2019, dont 3 789 ont été traitées, impliquant 3 261 personnes», indique le bilan de la police qui nous a été récemment transmis par la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Un nombre légèrement supérieur comparativement à l'année 2018, précise la même source, non sans rappeler qu'en 2018 le nombre d'affaires recensées étaient de 4 378 dont 3 966 traitées, impliquant 3 456 individus. Parmi les affaires enregistrées l'an dernier, on retrouve 2 831 atteintes aux biens dont 2 160 affaires ont été bouclées, impliquant 1 301 personnes. «En 2018, le nombre d'atteintes aux biens a frôlé les 2 493, dont 2 212 affaires ont été traitées»,

précise notre source qui a estimé «le nombre de personnes impliquées à 1 248 personnes». S'agissant des atteintes aux personnes en 2019, il avait été enregistré quelque 1 588, dont 1 391 affaires établies, impliquant 1 643 personnes. Par contre, quelque 1 651 affaires avaient été enregistrées en 2018 dont 1 534 affaires traitées, impliquant 1 909 personnes. Concernant les crimes économiques, le bilan de la sûreté de wilaya fait état de 43 affaires, dont 36 bouclées, impliquant 48 personnes. Ceci alors qu'en 2018 il avait été enregistré 86 affaires dont 78 traitées et 86 individus y étaient impliqués. En matière de lutte contre la drogue, 148 affaires de trafic de drogue ont été recensées, 148 bouclées et 207 personnes impliquées. Ceci alors

qu'en 2018, il avait été recensé 90 affaires impliquant 160 individus. Le bilan de la sûreté de wilaya fait état aussi de 74 crimes électroniques, dont 54 dossiers classés en 2019, lesquels ont donné lieu à l'arrestation de 56 individus. En ce qui concerne les vols de véhicules, 39 affaires ont été recensées l'an dernier dont 30 ont été traitées. Au cours de ces affaires, 9 véhicules ont été récupérés et 44 sont toujours recherchés. En 2018, le nombre d'affaires de vol de véhicules était de 32 affaires, dont 31 ont été bouclées, 34 véhicules sont toujours recherchés et 13 autres ont été récupérés. S'agissant des affaires les plus importantes liées au trafic de stupéfiants, 148 affaires ont été enregistrées, impliquant 207 personnes, 4 bouteilles et 5 857 comprimés de

psychotropes ainsi que 1,4 g de cocaïne avaient été saisis. Ceci sans oublier que 33 kg et 96,71 kg ont été saisis sous forme de plans. S'agissant des homicides, deux crimes ont été commis en 2019, impliquant deux personnes, soit trois de moins par rapport à 2018 où le nombre de crimes était de 5, impliquant alors 6 personnes. Sur le plan des résultats judiciaires et leur exécution, il a été enregistré 779 mandats de dépôt, 113 citations directes, 58 contrôles judiciaires et 295 envois de dossiers. Comparativement à l'année 2018, il a été prononcé 664 mandats de dépôt, 134 citations directes, 11 contrôles judiciaires et 161 envois de dossiers ont été effectués.

Hocine Cherfa

Nationalisation des hydrocarbures/Célébration

# Djerad préside la cérémonie d'acquisition de trois méthaniers au port d'Alger

■ Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a présidé, hier, la cérémonie d'acquisition par Sonatrach de trois méthaniers au niveau du port d'Alger.

Par Salem K.

Lors de sa visite de travail et d'inspection à des installations relevant du secteur énergétique à Alger, dans le cadre des célébrations commémoratives du double anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures et la création de l'Ugta, le Premier ministre, accompagné d'une importante délégation de l'Exécutif, a inspecté le quai pétrolier N° 37 de la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach au niveau du port d'Alger, où il a procédé à l'inauguration de trois méthaniers. Il s'agit de deux méthaniers gaziers (Hassi Touareg et Hassi Berkine) d'une capacité de 13 000 m<sup>3</sup> chacun et un pétrolier de

46 000 tonnes (In-Ecker), a-t-on indiqué. Se félicitant de cette nouvelle acquisition, M. Djerad a souligné l'intérêt de se doter de ce type de moyens de transport acquis sur fonds propres par Hyproc Shipping Company, filiale de Sonatrach spécialisée dans le transport des hydrocarbures. «Il s'agit là d'un accomplissement important et d'un grand investissement via des financements algériens sans recours à des crédits», a-t-il affirmé. A cette occasion, le Premier ministre a tenu à saluer l'ensemble des cadres, des ingénieurs et des travailleurs de Sonatrach ainsi que l'ensemble des travailleurs du secteur énergétique algérien. S. K./APS



P.M.D. R.

Algérie-Echanges commerciaux

## L'Europe, principal partenaire

L'essentiel des échanges commerciaux de l'Algérie s'est effectué, en 2019, avec les pays de l'Europe, avec 58,14 % de la valeur globale des échanges, a appris, hier, l'APS auprès de la direction générale des Douanes (DGD). Les échanges entre l'Algérie et les pays européens, dont l'Union européenne, ont atteint 45,21 milliards de dollars (mds usd) l'année dernière, contre 51,96 mds usd l'année d'avant, enregistrant une baisse de 13 %, selon les données statistiques de la Direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD). Les pays d'Europe demeurent ainsi les principaux partenaires de l'Algérie, sachant que 63,69 % des exportations algériennes et 53,40 % de ses importations proviennent de cette région du monde, dont les pays de l'Union européenne (UE). En effet, les exportations algériennes vers les pays européens ont atteint 22,81 mds usd, contre près de 26,55 mds usd, en baisse de (-14,08 %). De son côté, l'Algérie a importé des pays d'Europe pour 22,39 mds usd, contre près de 25,41 mds usd, en baisse également de 11,87 %. La France, l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne restent les principaux pays partenaires de l'Algérie en Europe, a précisé la même source. Les pays d'Asie occupent, pour leur part, la seconde posi-

tion dans les échanges commerciaux de l'Algérie, avec une part de 23,92 % de la valeur globale, pour atteindre un montant de 18,60 mds usd, contre 19,06 mds usd, enregistrant, également, un léger recul de 2,44 %. En effet, les pays d'Asie ont acheté des produits algériens pour un montant de 6,42 mds usd, contre 5,77 mds usd à la même période de comparaison, enregistrant ainsi une augmentation de 11,28 %. Les importations algériennes de l'Asie, quant à elles, ont reculé de 8,40 %, pour atteindre une valeur de 12,17 mds usd, contre 13,29 mds usd. La Chine, l'Inde, l'Arabie saoudite et la Corée sont les principaux pays partenaires de l'Algérie dans cette région du monde, selon les Douanes. Les échanges commerciaux entre l'Algérie et les autres régions géographiques du monde (Amérique, Afrique, Océanie) restent «*toujours marqués par de faibles proportions*», relève la DEP. A ce propos, les pays d'Amérique sont classés en troisième place avec une part de 26,51 % de la valeur globale des échanges commerciaux avec l'Algérie, pour totaliser un montant de 9,52 mds usd contre 12,95 mds usd, en baisse de 26,48 %. Les exportations algériennes vers les pays d'Amérique ont baissé de 44,85 %, totalisant 3,88 mds usd en 2019, contre 7,04

mds usd en 2018. Pour sa part, l'Algérie a acheté de cette région pour une valeur de 5,63 mds usd, contre 5,91 mds usd, reculant également de 4,66 %, détaillent les données statistiques des Douanes. Les principaux partenaires de l'Algérie de cette région d'Amérique sont : l'Argentine, les Etats-Unis d'Amérique, le Brésil et Cuba.

### Algérie-Afrique : légère amélioration des échanges commerciaux

Par ailleurs, les Douanes ont révélé que les échanges commerciaux de l'Algérie avec les pays d'Afrique, malgré l'enregistrement d'une légère amélioration (1,55 %) en 2019 par rapport à 2018, restent «*faibles*». Ils ont totalisé 3,51 mds usd contre 3,46 mds usd. Les pays africains dont les pays de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), ont acheté des produits algériens pour un montant de près de 2,17 mds usd, contre près de 2,18 mds usd, en baisse de 0,56 %. L'Algérie, par contre, a importé de cette région pour une valeur de près de 1,34 md usd, contre 1,27 md usd, soit une augmentation de 5,16 %. Les principaux partenaires du pays durant cette période sont l'Egypte, la Tunisie et le Maroc. Les

échanges commerciaux entre l'Algérie et la région d'Océanie ont connu une évolution «*appréciable*» avec 33,28 % l'année dernière, passant de 691 millions usd à 920,94 millions usd. En effet, l'Algérie a exporté vers l'Océanie pour un montant de 531,20 millions usd, contre 248,61 millions usd, en hausse de 113,67 % et a importé de cette région pour 389,73 millions usd, contre 442,39 millions usd, en baisse de 11,90 %. L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont les principaux partenaires de l'Algérie de la région d'Océanie durant l'année écoulée. En 2019, le total général des échanges globaux de l'Algérie avec les différentes zones géographiques a atteint près de 77,76 mds usd, contre près de 88,13 mds usd en 2018, en baisse de 11,77 %. En général, les six principaux clients de l'Algérie, durant 2019, sont : la France, l'Italie, l'Espagne, la Grande-Bretagne, la Turquie et enfin les Etats-Unis d'Amérique. Les principaux fournisseurs de l'Algérie sont la Chine, la France, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne et la Turquie. Les exportations de l'Algérie ont totalisé 35,82 mds usd, en baisse de 14,29 %, alors que les importations ont atteint près de 41,93 mds usd, en baisse, également, de 9,49 %, rappelle-t-on.

Lyes B.

Dettes

## Premier entretien «productif» entre l'Argentine et les Etats-Unis

Le ministre argentin de l'Economie, Martin Guzman, et le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, ont eu dimanche un premier entretien qualifié de «*productif*» par le responsable américain, au moment où le pays sud-américain cherche à renégocier sa dette avec ses créanciers. «*Première discussion productive avec le ministre de l'Economie argentin Martin Guzman (...) Nous avons discuté des politiques économiques que son gouvernement envisage*», a commenté M. Mnuchin sur Twitter, en marge d'une réunion des ministres des Finances des pays du G20 à

Riyad à laquelle les deux hommes ont participé. M. Guzman a de son côté remercié le secrétaire américain, également sur Twitter. «*Il est également encourageant de trouver des convergences de vue*», a-t-il ajouté. Le président américain Donald Trump avait apporté, début février, son soutien au nouveau président argentin Alberto Fernandez. «*Dites au président (argentin) qu'il peut être tranquille, qu'il peut compter sur ce président*», avait-il affirmé à l'ambassadeur argentin Jorge Argüello, qu'il avait reçu à la Maison-Blanche. Le soutien de Washington est important pour

l'Argentine dans la mesure où les Etats-Unis exercent une influence déterminante au sein des instances du Fonds monétaire international (FMI). Sur ses 311 milliards de dette, Buenos Aires veut renégocier 121,9 milliards (35 % du PIB) avec les détenteurs d'obligations privés et 72,6 milliards (21,4 % du PIB) avec les organismes multilatéraux et bilatéraux, dont le FMI. Ce dernier, à qui Buenos Aires doit rembourser 44 milliards de dollars, a reconnu la semaine dernière que la dette argentine n'était pas soutenable, appelant les créanciers de ce pays sud-américain à l'alléger. M. Guzman

doit se rendre à Washington et New York pour y poursuivre les négociations. Hier, il devait rencontrer les responsables du FMI à Washington avant de gagner New York aujourd'hui. Samedi à Riyad, M. Guzman et la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, se sont mis d'accord pour que le FMI procède à une révision des comptes publics de l'Argentine, conformément à la procédure dite de l'article 4, afin de mettre en place un nouveau programme d'aide en remplacement du précédent. L'ancien président argentin Mauricio Macri avait contracté un prêt de 57 milliards de dollars avec le

fonds, dont 44 milliards ont déjà été décaissés. Son successeur, M. Fernandez, a indiqué qu'il renoncera au versement des 14 milliards restants. L'Argentine est aux prises avec la pire crise économique depuis 2001. L'économie est en récession depuis près de deux ans, l'inflation dépasse les 53 % et le taux de pauvreté atteint près de 40 %. En 2001, l'Argentine avait connu le plus important défaut de paiement de l'histoire et une grave crise économique et sociale qui avait traumatisé les Argentins et les marchés financiers.

Hani Y.

Congestion routière à Alger

# Plus de 100 points noirs recensés

■ Le Contrôleur de police M'hamed Bettache a fait état de plus de 100 points noirs à l'origine des encombrements dans la capitale, assurant que toutes les mesures ont été prises pour pallier ce problème, notamment la mise en œuvre d'un plan de circulation efficace en 2020 dans l'objectif d'en réduire l'impact sur la fluidité du trafic et sur le taux d'accidents, outre le lancement de campagnes de sensibilisation.

Par Amine T.



Les services de la sécurité publique relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont recensé plus de 100 points noirs à l'origine de bouchons signalés sur le réseau routier de la capitale, a indiqué, dimanche, le chef de la Sûreté de la wilaya d'Alger, le Contrôleur de police M'hamed Bettache.

S'exprimant lors d'une conférence de presse animée au siège de l'unité d'intervention à Kouba pour présenter le bilan d'activité de l'exercice 2019, le Contrôleur de police M'hamed Bettache a fait état de plus de 100 points noirs à l'origine des encombrements dans la capitale, assurant que toutes les mesures ont été prises pour pallier ce problème, notamment la mise en œuvre d'un plan de circulation efficace en 2020 dans l'objectif d'en réduire l'impact sur la fluidité du trafic et sur le taux d'accidents, outre le lancement de campagnes de sensibilisation.

Dans ce cadre, le même responsable a indiqué que les patrouilles hélicoptères intensifieront leurs sorties en coordination avec les unités opérationnelles déployées sur le terrain, à l'effet de contribuer à l'organisation et le contrôle de la circulation ainsi que la détection des points noirs pour la décongestion du trafic routier à Alger.

Les services de la Sûreté d'Alger ont également mis en place un plan pour mettre fin aux encombrements à Alger à partir des heures de pointe dans la matinée, en déployant ses brigades à travers tous les grands axes d'Alger, a fait savoir Bettache M'hamed.

Des ateliers seront organisés, l'année en cours, sur la situation du trafic routier à Alger en parte-

nariat avec les acteurs et les partenaires en vue de mettre en place des mesures à même de trouver des solutions pour réduire les bouchons et le nombre d'accidents, a-t-il encore dit.

Evoquant les principales raisons à l'origine des embouteillages que connaît la wilaya d'Alger, le Contrôleur de police M'hamed Bettache a fait savoir qu'ils sont dus à l'expansion du parc automobile qui compte près de 1,6 million de véhicules (portant la plaque d'immatriculation de la capitale), du passage de près de 500 000 véhicules/jour, outre le recensement de 158 arrêts de bus, de 18 338 taxis et de 5 664 opérateurs activant dans le domaine du transport des voyageurs.

Il a fait savoir, par ailleurs, que

l'embouteillage est lié à la nature topographique d'Alger qui dispose d'un réseau routier complexe par rapport aux régions plates proposant un réseau de routes parallèles.

Il a souligné, en outre, l'absence de panneaux de signalisation, la dégradation de certaines parties du réseau routier d'Alger et l'installation de ralentisseurs ne correspondant pas aux normes, outre le stationnement anarchique des véhicules, le manque de parkings, l'expansion urbaine suite aux opérations de relogement, en sus du déficit important en matière de moyens de transports collectifs et scolaires.

Le réseau routier de la wilaya d'Alger recense un total de 1 547 km de routes communales, 286

km de routes de wilaya, 547 km de routes nationales et 280 km de voie express, a-t-il précisé.

Concernant la couverture sécuritaire des marches du «Hirak» populaire, le même responsable a affirmé que ses services «œuvrent toujours à la protection des individus et des biens dans le cadre de la loi et de la protection des droits de l'Homme afin de protéger les foules, que ce soit le mardi, le vendredi ou les autres jours».

«Ces missions s'inscrivent dans le cadre de l'action policière portant sur la sécurisation des foules», a-t-il dit, insistant sur «l'adoption d'une politique préventive axée sur les médias, l'orientation et la sensibilisation».

A. T./APS

## Rentrée professionnelle à Ain Defla

### La nomenclature de la formation étoffée par quatre nouvelles spécialités

Quatre nouvelles spécialités, prévues dans divers centres de la formation professionnelle (FP) sont venues étoffer la nomenclature de la formation dans la wilaya à Ain Defla à la faveur de la session de février, a-t-on appris dimanche du directeur local du secteur.

Ces spécialités ont trait à la mécatronique (une symbiose entre la mécanique et l'électronique) des voitures, la céramique, la peinture «Epoxy» des murs et des sols ainsi qu'à l'animation et la gestion touristique, a précisé El Hadi Djoudi à l'ouverture de la session de formation du mois de février dont le coup d'envoi a été donné à partir du Centre de formation professionnelle et administrative (CFPA) «Mohamed-Boudiaf» d'El Amra.

Il a noté, à ce propos, que l'ouverture de ces spécialités répond à un désir formulé par les stagiaires et leurs parents, relevant l'importance de l'adaptation de la carte de la formation professionnelle au schéma de développement de la région.

Près de 3 500 nouveaux stagiaires ont rallié les 37 structures de la formation

éparpillées sur le territoire de la wilaya, a-t-il en outre fait savoir, relevant que la formation est assurée par 312 enseignants, tous grades confondus.

Présent à la cérémonie organisée à l'occasion du lancement de cette session, le wali de Ain Defla, Embarek El Bar, a mis l'accent sur la nécessité de l'ouverture de spécialités en mesure de coller aux mutations économiques et industrielles de la wilaya. Il a observé que nonobstant l'effectif qui est formé chaque année, le plus important consiste à connaître le nombre de jeunes qui ont rejoint la vie professionnelle.

Selon lui, cet état de fait créera un effet boule de neige, «nombre de jeunes oisifs ressentant davantage l'intérêt de suivre une formation», a-t-il soutenu en guise d'argumentation.

Mettant à profit sa présence à El Amra, le wali s'est rendu à la commune de Ain Bouyahia limitrophe où le développement local a été particulièrement affecté par la situation de blocage de l'APC vécue depuis près de deux ans. S'adressant au P/APC de Ain Bouyahia, le wali a condam-

né le fait de «prendre le citoyen en otage», soutenant que l'élu, de quelque obédience qu'il soit, «doit être au service du citoyen».

Il a, en guise d'exemple, cité le stade communal dont le revêtement en gazon synthétique n'a pas été réalisé depuis une année comme convenu, en dépit de la mobilisation de l'enveloppe financière nécessaire (45 millions de dinars), observant que cette situation pénalise grandement les jeunes de la région.

Au chapitre des travaux publics, Il a mis l'accent sur la nécessité d'achever le godronnage de la route reliant le chef-lieu de la commune de Ain Bouyahia au douar Bouarous (7 km) d'ici à fin avril prochain, appelant à ne pas omettre le volet qualitatif des travaux.

Dans la commune de Tachta (45 km au nord du chef-lieu de wilaya), le wali a inspecté les travaux de réalisation d'un CEM doté d'un internat comptant 200 lits avant de s'enquérir de la cadence de la réalisation et de l'équipement (remplacement du préfabriqué) d'une polyclinique.

Sur place, le chef de l'exécutif a donné

des instructions fermes pour que cette infrastructure, dont le taux d'avancement des travaux avoisine les 45 %, soit achevée dans les plus brefs délais, soutenant que son entrée en fonction épargnera aux citoyens des déplacements contraignants.

Le premier responsable de la wilaya a également supervisé les travaux de modernisation de la route nationale (RN) n° 65 reliant Tachta à Souk Lethnine sur une distance de 20 km, instruisant l'entreprise réalisatrice d'achever les travaux d'ici à juillet prochain sous peine de se voir retirer le marché.

«Le projet a été lancé il y a plus d'une année, mais aucune avancée palpable n'a été enregistrée», a-t-il lancé au chef de projet, observant que sa réception permettra aux citoyens de se déplacer vers la ville de Damous (Tipasa) en un temps relativement court.

A Souk Lethnine (62 km au nord du chef-lieu de wilaya), le wali a suivi un exposé exhaustif sur les mesures de recensement des familles vivant à la lisière de l'oued Kef Eddir (Tipasa). Safia Y.

Selon le MAE espagnol

# L'institution «dépositaire des biens de l'Etat espagnol à Al Ayoune n'a pas vocation à fonctionner comme un consulat»

■ La ministre espagnole des Affaires étrangères, Arancha Gonzalez Laya, a déclaré récemment, au cours d'une intervention durant la session de contrôle de l'action du gouvernement par le Congrès des députés, que l'institution «dépositaire des biens de l'Etat espagnol à Al Ayoune (Sahara occidental) n'a pas vocation à fonctionner comme un consulat».

Par Mondji Y.

Cette déclaration est intervenue en réponse à une question de la députée des Iles Canaries, Ana Oramas, sur «la difficulté pour les ressortissants de

nationalité espagnole dont 12 000 sont d'origine sahraouie, de devoir effectuer des milliers de kilomètres pour accomplir des formalités administratives au Consulat le plus proche (au Maroc)».

La ministre des Affaires étrangères

espagnole a rappelé que «tel n'est pas la mission de cette officine d'Al Ayoune où il n'y a jamais eu de Consul».

L'institution dépositaire des biens de l'Etat espagnol a été créée en 1978 pour gérer les 200 biens de l'Espagne au Sahara



Occidental après son retrait en 1975 de ce territoire inscrit sur la liste des territoires non autonomes de l'Organisation des

Nations unies et occupé depuis par le Maroc, territoire pour lequel ce pays n'a aucun titre de souveraineté. M. Y./APS

## Tunisie

### Près de 25 000 Tunisiens souffrent de polyarthrite rhumatoïde

Près de 25 000 tunisiens souffrent de polyarthrite rhumatoïde, soit 0,2 % de l'ensemble des Tunisiens. Cette maladie affecte quatre femmes pour un homme, c'est ce qui ressort de la journée de sensibilisation organisée, dimanche, sur cette maladie, par l'association tunisienne des rhumatisants. Le rhumatologue Mohamed Rached Hadj Romdhane a déclaré à l'Agence TAP, en marge de cette manifestation, que cette maladie chronique peut toucher la plupart des tranches d'âges. Ses symptômes consistent en l'apparition d'une inflammation chronique et de douleurs surtout la nuit touchant les doigts et les orteils avec un gonflement qui mène à la déformation des membres. Cette maladie, a-t-il souligné, est la plus difficile dans la spécialité de la rhumatologie, mais grâce au progrès de la médecine, il est aujourd'hui possible de réduire sensiblement les douleurs. Le rhumatologue a évoqué l'importance d'un diagnostic précoce de cette maladie, ce qui permet d'éviter la déformation des membres. De même, les médicaments actuellement disponibles permettent de réduire ses impacts négatifs. Interrogé sur la possibilité d'une guérison complète de cette maladie, le docteur Romdhane a indiqué qu'il n'est pas possible, pour le moment, de guérir complètement de cette maladie, précisant que 50 % des Tunisiens souffrent d'arthroses liées aux articula-

tions. De son côté, le vice-président de l'association tunisienne des Rhumatisants, Faycel Ben Abda, a indiqué que la polyarthrite rhumatoïde cause de grandes douleurs aux malades, ce qui peut les obliger à se déplacer en chaise roulante. De plus, cette maladie a des incidences psychologiques négatives sur la personne touchée, ce qui nécessite un traitement spécial dans le cas de déformation des doigts ou des orteils. Il a fait remarquer que les médicaments sont disponibles pour cette maladie et sont couverts par la CNAM, mais restent coûteux. Mais au cours de certaines périodes, il y a des ruptures de stocks pour ces médicaments. Ben Abda a relevé que certains médicaments traitant le cancer ont donné de bons résultats pour cette maladie chronique, surtout pour éviter la déformation des membres. Il a, enfin, conseillé aux rhumatisants

d'exercer une activité sportive et d'éviter le stress.

### Accord de partenariat entre l'Association de l'éducation aux médias et le ministère de la Femme

Un accord de partenariat a été signé, vendredi, entre le ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Seniors et l'Association tunisienne de l'éducation aux médias pour la mise en place d'un programme d'aménagement de clubs d'éducation aux médias dans les établissements de la petite enfance et les clubs d'enfants relevant du ministère ainsi qu'au profit des parents.

Selon les termes de cet accord, le ministère de la Femme s'engage à impliquer l'association dans les manifestations et

activités qu'il organise dans des domaines d'intérêt commun. De son côté, l'association s'engage à impliquer les cadres du ministère dans des formations aux niveaux central et régional, ainsi qu'à échanger des expériences et des expertises dans des domaines d'intérêt commun.

L'association s'engage notamment à mettre en place les clubs d'éducation aux médias dans les institutions de la petite enfance et les clubs d'enfants relevant du ministère, à animer les clubs sous la supervision du ministère, à former des cadres du ministère en techniques de communication ainsi qu'à préparer un guide en partenariat avec les spécialistes du ministère en éducation parentale sur les médias.

L'association s'engage aussi à contribuer à la production des supports audiovisuels de sensibilisation pédagogique aux

risques des médias.

A cet égard, un comité composé de représentants du ministère et de l'association sera créé, chargé de suivre la mise en œuvre des activités à réaliser selon leur calendrier spécifique, de les évaluer et de proposer les modifications appropriées pour surmonter les obstacles qui pourraient empêcher leur mise en œuvre.

La ministre de la Femme, Nazih Laabidi, a indiqué à cette occasion que cet accord s'inscrit dans le cadre de la coopération et du partenariat entre les différentes parties qui soutiennent et protègent les droits de l'enfant, étant donné que le domaine de l'éducation requiert les efforts concertés de toutes les parties prenantes des structures gouvernementales, des organisations, de la société civile et des médias.

K. L.

## Lancement prochain des études pour la création à l'horizon 2025 Vers un marché maghrébin d'électricité

Le Comité maghrébin de l'électricité (Comelec) a décidé, mardi à Tunis, le lancement des études pour la mise en place progressive d'un marché maghrébin d'électricité, qui entrera en fonction à l'horizon 2025.

Le marché maghrébin intégré d'échange d'électricité entrera en fonction à l'horizon 2025, a déclaré à la presse le président du Comité maghrébin de l'électricité (Comelec) et président de la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG), Moncef Harabi, en marge de cette réunion annuelle à laquelle ont pris également part les directeurs généraux des offices et sociétés d'électricité au Maroc, en Algérie, en Libye et en Mauritanie.

Selon le responsable, il s'agit d'un marché de 100 millions d'habitants avec une capacité de production d'électricité d'environ 45 mille mégawatts.

Il a ajouté que ce marché permettra de fixer un tarif du transport de l'électricité d'un pays à l'autre, soulignant que le comité est actuellement en train d'étudier la possibilité de créer des centrales électriques communes.

Il a, à ce titre, mis l'accent sur la nécessité de renforcer le partenariat maghrébin dans ce secteur, rappelant que les pays maghrébins disposent chacun d'un plan solaire de production de l'électricité à partir des énergies renouvelables, notamment le Maroc, la Tunisie et l'Algérie, ajoutant que la Mauritanie vient

de mettre en place un plan pour produire de l'électricité à partir de l'énergie éolienne d'une capacité de production de 100 mégawatts.

Il a fait remarquer que le Comelec œuvre, depuis 46 ans, à mettre en place une infrastructure dans le secteur de l'électricité dans le Maghreb arabe, rappelant la création de plusieurs lignes de liaison électrique entre les pays de la région.

S'exprimant lors de cette réunion, le directeur général de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (Onee), Abderrahim El Hafidi, a mis l'accent sur la nécessité de procéder à une évaluation des activités, de la gouvernance et du fonctionnement du Comelec depuis sa création il y a près d'un demi-siècle.

«Ce diagnostic permettra d'identifier et lever les contraintes pour la réalisation d'objectifs importants du Comelec, tels que la mise en place d'un marché maghrébin de l'électricité», a-t-il expliqué.

Lors de cette rencontre, les responsables maghrébins ont

convenu de confier à une commission interne l'élaboration de termes de références pour réaliser ce diagnostic par un consultant externe à l'issue duquel une feuille de route sera élaborée pour la reconstruction du Comelec, la réforme de sa gouvernance et son repositionnement au niveau des organisations régionales et internationales.

Le Comité a de même examiné le bilan des activités des différentes commissions du Comelec durant l'année 2019 et validé le planning des activités pour l'année 2020.

Créée en juin 1974 avec l'objectif de développer les activités dans le domaine de l'électricité au Maghreb et d'assurer l'échange régulier de données, le Comité maghrébin de l'électricité est un organe qui comprend l'Onee, la Steg, la Société nationale de l'électricité et du gaz algérienne (Sonelgaz), la Société nationale de l'électricité de Libye (Gecol) et la Société mauritanienne de l'électricité (Somelec).

Map

## Accusés d'appartenance à Al Qaïda Arrestation de trois Mauritanien au Mali

LES AUTORITÉS maliennes ont procédé à l'arrestation de trois Mauritanien accusés d'appartenance à l'organisation d'Al Qaïda. Selon la page Facebook de la Diaspora mauritanienne au Mali, les trois mauritanien (Cheikh Ahmed Taleb, Mohamed Khilil Abdallah et Sid'Ahmed Zekerya Gleib), qui étaient à bord de motos, ont été appréhendés dans la ville de Kayes.

Dans un enregistrement du responsable du commissariat 2 de cette ville, les trois hommes seraient armés et envisageaient de s'attaquer à un poste sénégalais frontalier avec le Mali. Le commissaire de police malien a recommandé aux populations beaucoup de vigilance et plus d'attention.

Dans un autre enregistrement rapporté sur la page Facebook de la Diaspora mauritanienne au Mali, l'un des trois accusés nie catégoriquement les accusations des autorités maliennes et précise que lui et ses deux coaccusés ne seraient que de paisibles éleveurs en quête de pâturage et non des terroristes d'Al Qaïda.

Le Calame



Grande-Bretagne

# La justice examine la demande d'extradition d'Assange vers les Etats-Unis

■ Réclamé par les Etats-Unis pour avoir publié une masse d'informations classifiées, le controversé fondateur de Wikileaks, Julian Assange, s'efforce à partir de cette semaine de convaincre la justice britannique de refuser de l'extrader.

Par Rosa C.

Considéré comme un héros de la liberté d'expression par ses soutiens rassemblés hier matin devant la Woolwich Crown Court (sud-est de Londres), l'Australien de 48 ans risque jusqu'à 175 ans de prison aux Etats-Unis. Il a déclaré lors d'une audience préliminaire qu'il refusait de se «soumettre à une extradition pour un travail de journalisme qui a récolté de nombreuses récompenses et protégé beaucoup de gens». Comme lui, son père John Shipton voit dans ces poursuites un grave danger pour la liberté de la presse. Il a dénoncé «l'oppression du journalisme» et «la malveillance incessante des autorités» envers son fils, avant le début de l'audience devant le tribunal, où se sont bruyamment rassemblés les

soutiens d'Assange, dont des gilets jaunes français, pancartes en main demandant sa libération. «C'est ce qui arrivera aux journalistes (...) si cette extradition politique de Julian Assange aboutit», a-t-il prévenu. Détenu à la prison de haute sécurité de Belmarsh adjacente, Assange doit comparaître pour toute la semaine avant un ajournement de l'audience au 18 mai, quand elle reprendra pour trois semaines. D'abord poursuivi pour piratage informatique, il a s'alourdir en mai dernier les charges pesant contre lui lorsque la justice américaine l'a inculpé de 17 chefs supplémentaires, en vertu des lois anti-espionnage. Les Etats-Unis lui reprochent notamment d'avoir mis en danger certaines de leurs sources en publiant en 2010 sur Wikileaks 250 000 câbles diplo-

matiques et 500 000 documents confidentiels portant sur les activités de l'armée américaine en Irak et en Afghanistan. Parmi ces documents figurait une vidéo montrant des civils tués par les tirs d'un hélicoptère de combat américain en Irak en juillet 2007. La justice britannique va devoir déterminer si la demande d'extradition qui lui est soumise respecte un certain nombre de critères légaux, et notamment si elle n'est pas disproportionnée ou incompatible avec des droits de l'Homme. Julian Assange avait été arrêté en avril 2019 dans l'ambassade d'Equateur où il avait trouvé refuge près de sept ans plus tôt. Il craignait d'être extradé vers les Etats-Unis ou la Suède, où il faisait l'objet de poursuites pour viol. Assange a toujours rejeté ces accusations, et les poursuites ont été finalement abandonnées. Lors d'une ultime audience procédurale mercredi dernier, la défense de Julian Assange a affirmé que le président Donald Trump avait



PH. &gt; D. R.

offert au fondateur de Wikileaks de le gracier s'il disculpait la Russie dans une autre affaire de fuite de données, celle des courriels internes du parti démocrate américain. La Maison-Blanche a immédiatement démenti. Dans un document produit pour sa défense, l'avocate de Julian Assange, Jennifer Robinson, a affirmé que la proposition avait été faite par l'ex-député républicain Dana Rohrabacher «sur instruction» du président américain. Dana Rohrabacher a quant à lui

affirmé avoir dit à Assange que s'il «donnait des preuves» pour dire qui était à l'origine de la fuite, il pourrait «appeler le président Trump à le gracier», démentant en revanche avoir fait une quelconque offre au nom du président américain. Wikileaks avait publié en 2016, à un moment clé de la campagne, des milliers de courriels piratés du Parti démocrate et de l'équipe d'Hillary Clinton, qui ont contribué à fragiliser la candidate. R. C.



## Commentaire

Promesse

Par Fouzia Mahmoudi

Plusieurs dossiers attendaient Donald Trump lorsqu'il a commencé son mandat présidentiel, et parmi eux la situation en Afghanistan qui semble inextricable à bien des égards et dont la résolution a embarrassé ses prédécesseurs. Mais aujourd'hui, après de nombreux atterrissements, le président américain semble décidé à régler une partie du problème afghan en négociant avec les talibans, responsables de centaines de milliers de morts ces trente dernières années. Les intégristes islamistes afghans ont fait d'autant plus de dégâts et causé d'autant plus de pertes humaines, qu'ils ont pu accuser depuis vingt ans l'invasion américaine en Afghanistan d'être la raison de leur barbarie pourtant très majoritairement exercée contre leur propre peuple. Aujourd'hui, Donald Trump s'engage personnellement à signer un accord de paix avec les talibans si les négociations pour mettre fin à deux décennies de guerre aboutissent. «Oui, Je mettrais mon nom dessus», a dit le président américain, questionné par les journalistes sur la pelouse de la Maison-Blanche avant son départ pour New Delhi où il doit effectuer une visite officielle de deux jours. Une trêve partielle d'une semaine est entrée en vigueur samedi en Afghanistan avant l'éventuelle signature d'un accord sans précédent entre les talibans et les Etats-Unis le 29 février, à condition qu'une baisse des attaques soit constatée sur tout le territoire afghan. Donald Trump n'a pas précisé le genre de document qu'il souhaiterait signer, mais il a indiqué que toute décision dépendait des progrès sur le terrain pendant cette trêve. Estimant que la violence a, pour le moment, effectivement diminué, il a ajouté : «Ça fait un jour et demi. On va voir ce qui se passe». «Je veux voir comment cette période d'une semaine se passe», a-t-il ajouté. «Si ça marche pendant le reste de la semaine, je mettrais bien mon nom dessus. Il est temps de rentrer à la maison. Et eux, ils veulent arrêter». «Je pense que les talibans veulent un accord eux aussi. Ils en ont assez de se battre», a-t-il encore déclaré. Cette trêve partielle, ou «réduction des violences», est censée démontrer la bonne volonté des insurgés islamistes avant la signature d'un accord avec Washington portant sur un retrait graduel des troupes américaines en échange, notamment, de garanties sécuritaires. En cas de signature de l'accord, des discussions interafghanes doivent s'ouvrir, alors que les talibans refusent depuis 18 ans de négocier avec le gouvernement de Kaboul, qu'ils considèrent comme une «marionnette» de Washington. Toutefois, une réussite de ces négociations sur le long terme pourrait fournir un nouvel argument à Trump lors de sa campagne présidentielle, démontrant sa capacité à régler des conflits là où ses prédécesseurs ont failli et surtout mettant en application sa promesse électorale de 2016 de ramener les soldats américains, toujours coincés en Afghanistan, à la maison. F. M.

ONU

## Guterres s'alarme de voir les droits humains «pris d'assaut»

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est alarmé hier de voir les droits humains «pris d'assaut» de toutes parts dans le monde, tout particulièrement pour les femmes avec notamment des «niveaux alarmants de féminicides». «Les droits de l'Homme font face à des défis croissants», a lancé M. Guterres à l'ouverture de la session annuelle du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à Genève, en ajoutant «qu'aucun pays n'est à l'abri» face à cette dérive. «Les peurs progressent» et «les droits de l'Homme sont attaqués partout», a ajouté l'ancien Premier ministre portugais, en appelant la communauté internationale à «l'action» pour renverser cette tendance. Dans son discours devant le Conseil, la Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Michelle Bachelet, a également réclamé une action urgente pour éviter de laisser «à nos jeunes et à leurs enfants un gigantesque incendie incontrôlable de crises des droits humains qui se mêlent et s'aggravent». Le secrétaire général de l'ONU n'a cité aucun pays en particulier dans son discours, même s'il a fait des allusions à des situations comme le conflit en Syrie ou le sort des migrants voulant se rendre en Europe. Il a ainsi souligné le cas «des civils piégés dans des enclaves dans des régions ravagées par la guerre, affamés et bombardés en dépit du droit international», et dénoncé les «trafics d'êtres humains, qui affectent

toutes les régions du monde». M. Guterres s'est aussi inquiété de voir des «reculs des droits des femmes, des niveaux alarmants de féminicides, des attaques contre les défenseurs des droits des femmes, et la persistance de lois et de politiques qui perpétuent la soumission et l'exclusion». «La violence contre les femmes et les filles est la violation des droits humains qui se répand le plus», a-t-il souligné. «Les lois répressives se multiplient, avec des restrictions de plus en plus grandes pour les libertés d'expression, de religion, de participation, de réunion et d'association», a ajouté M. Guterres. Il a également fait allusion à la progression du populisme, en déplorant une «arithmétique politique perverse» consistant à «diviser les gens pour multiplier les votes» et «saper l'Etat de droit». «Les journalistes, les défenseurs des droits humains et les militants écologistes – tout particulièrement les femmes – font l'objet de menaces croissantes, au moment même où leur engagement est indispensable à l'exercice de la justice», a-t-il ajouté. Il a également déploré que les nouvelles technologies permettent de «donner aux autorités des moyens inédits pour contrôler les allées et venues de chacun et restreindre les libertés». La crise climatique quant à elle constitue «la plus grande menace pour la survie de notre espèce» et met en danger «les droits humains aux quatre coins de la planète», a-t-il ajouté. M. Guterres a également pris la

défense des «minorités religieuses et indigènes» persécutées ainsi que des membres des communautés LGBTI victimes «d'actes de haine». Ces discours surviennent après de multiples critiques contre M. Guterres, accusé de ne pas être assez incisif sur les questions de droits de l'Homme, et de ménager les pays puissants comme les Etats-Unis, l'Arabie saoudite ou la Chine. Le prédécesseur de M<sup>me</sup> Bachelet, Zeid Raad al-Husseini, s'était demandé début février dans la revue Foreign Policy si avec le temps cette réticence à nommer des pays ne serait pas assimilée à une «faiblesse». Le chef de l'ONG Human Rights Watch Kenneth Roth avait fait part l'an dernier à l'AFP de son «énorme déception» de voir M. Guterres «ne parler des droits de l'Homme qu'en termes génériques». Le chef de l'ONU a quant à lui assuré qu'il y avait «des moments où nous parlerons fort pour identifier les violations et ceux qui les commettent. A d'autres moments nous travaillerons en coulisses». Le but n'est pas «de faire les gros titres» mais d'obtenir «des changements significatifs pour la vie des gens», a assuré M. Guterres. Il a ajouté dans son discours que la souveraineté des Etats, souvent invoquée par de nombreuses capitales, «ne pouvait servir de prétexte aux violations des droits de l'Homme», et a récusé «la fausse dichotomie entre droits humains et souveraineté nationale».



Salon national des musées

# Les collections de 17 musées exposées au public

■ Dix-sept musées nationaux prennent part à la quatrième édition du Salon national des musées, ouverte dimanche au Palais de la culture de Hai Imama, à Tlemcen. Cet évènement qui a fait drainer un public nombreux lors de son ouverture, se veut une occasion pour découvrir et revisiter les diverses richesses historiques et préhistoriques dont dispose les musées algériens. C'est aussi une autre opportunité pour les chercheurs d'établir des contacts directs avec les responsables des institutions muséales, expliquent les organisateurs.

Par Abla Selles

La quatrième édition du Salon national des musées, placée sous le slogan «Les musées nationaux visitent la capitale des Zianides», s'est ouverte dimanche en fin d'après-midi au Palais de la culture de Hai Imama (Tlemcen), en présence des représentants de 17 musées nationaux.

Cette nouvelle édition comporte une série d'expositions mettant en valeur les missions et les collections de 17 musées nationaux présents au salon. Les visiteurs, nombreux lors de l'ouverture de cette manifestation muséale, ont pu apprécier les diverses richesses historiques et préhistoriques dont dispose les musées algériens, dont notamment le musée du Bardo (Alger) qui fait découvrir les pièces importantes qu'il recèle, telles que la copie de la mandibule du plus ancien homme préhistorique découvert en Algérie, le squelette de Tin Hinane, la reine mythique des Touaregs, et les collections ethnographiques qui renseignent sur l'art de vivre en Algérie.

Le musée d'El Menia expose,

pour sa part, des photographies de ses nombreuses collections datant de l'âge préhistorique et paléontologique du Sahara central surtout, des photographies de sites archéologiques remontant à diverses époques. Le musée de Sétif expose le mausolée de Scipion, le Site de Mons, Ain Soltane et de Djemila.

Des richesses aquatiques sont également exposées par le Musée public national maritime d'Alger qui tente, à travers des photographies et des documents, de mettre en exergue ses principales missions qui visent à protéger, valoriser, explorer, inventorier tout le potentiel marin national. D'autres musées tels que ceux de Miliana (musée de la manufacture d'armes de l'Emir Abdelkader), de Cherchell et de Timimoune, renseignent le nombre public sur la diversité et la richesse patrimoniales du pays.

Cette quatrième édition, à laquelle prennent part aussi les musées de Tlemcen, à l'instar du Centre d'interprétation du costume national algérien, du Musée de la calligraphie islamique, en plus de l'annexe du Centre national des manuscrits, constitue une occasion propice pour échanger les expériences entre



divers musées nationaux en matière de conservation et de restauration des pièces muséales, a souligné le responsable du musée d'archéologie islamique, organisatrice de cet évènement, Faiza Benallal. Cette

manifestation sera également mise à profit pour répandre la culture muséale au sein de la société algérienne, a ajouté le même responsable, précisant, par ailleurs, que le salon est une autre opportunité pour les chercheurs d'établir des contacts

directs avec les responsables des institutions muséales et aussi, l'occasion pour organiser des ateliers pédagogiques pour les élèves et pour les personnes aux besoins spécifiques.

## Développement du secteur de la culture et de l'industrie cinématographique La ministre de la Culture présente un exposé du secteur

Le Conseil des ministres, tenu dimanche sous la présidence de Abdelmadjid Tebboune, président de la République, a approuvé un exposé présenté par la ministre de la Culture, Malika Bendouda, sur «le développement du secteur de la culture et de l'industrie cinématographique», selon un communiqué rendu public dimanche par la Présidence de la République.

L'exposé présenté par la ministre Bendouda porte sur une analyse détaillée de l'état du secteur et propose une stratégie de son développement pour la période 2020-2024 en collaboration avec plusieurs autres départements ministériels. Cette stratégie est basée sur trois axes à savoir : l'éducation à apprécier l'art et la pensée en accordant

l'intérêt au théâtre de l'enfant et en instituant un Prix national de théâtre à célébrer annuellement à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance.

Il a été question, en outre, de la restructuration des théâtres régionaux et du lancement de petits théâtres communaux ainsi que le perfectionnement des formateurs et encadreurs.

Le deuxième axe concerne le lancement de l'industrie cinématographique par la création d'une dynamique de diffusion de longs métrages disponibles au ministère, dans les salles de cinéma, la création d'un Centre cinématographique national, l'augmentation de la production cinématographique à 20 films par an et la régularisation définitive de la situation des salles de cinéma

sous tutelle des collectivités locales, dont la plupart sont hors service.

Pour réaliser un décollage dans ce domaine, la ministre a proposé des exonérations fiscales et parafiscales en faveur des professionnels du secteur.

Le troisième axe porte sur la valorisation des sites archéologiques et la promotion du tourisme culturel.

La concrétisation de cette stratégie implique la révision du cadre législatif, administratif, structurel et de services de la production culturelle.

Dans son intervention, le président de la République a prôné la focalisation sur les dossiers urgents pour cette année, partant de la volonté d'encourager l'ouverture sur la culture mondia-

le et la dynamisation de l'activité théâtrale, tant dans les écoles pour préserver la personnalité de l'enfant qu'à travers l'invitation de la diaspora à constituer des associations théâtrales pour donner des représentations en Algérie afin de raffermir leur lien à la patrie.

Il a en outre affirmé que «la relance de l'industrie cinématographique vise à encourager l'investissement dans les studios de production en octroyant toutes les mesures incitatives aux professionnels, notamment le foncier et les crédits bancaires, en vue de diversifier cette production pour qu'elle contribue au renforcement du patriotisme des Algériens et du sentiment de fierté à l'égard de l'Algérie et de son histoire, toute entière».

Par ailleurs, M. Tebboune a appelé à «orienter le cinéma commercial vers le rayonnement culturel de l'Algérie à l'échelle mondiale en tant que meilleur moyen face à l'invasion culturelle».

F. H.

### AGEND'ART

**Cercle Frantz-Fanon de Riadh El-feth (El-Madania, Alger)**

**Jusqu'au 29 février :**

Exposition d'arts plastiques «Diptyme... la connivence se fait art» d'Amel Kamilia Hamidou et Samira Merabet.

Tarif d'entrée : 800 DA.

**Galerie d'art de l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet, Alger)**

**Jusqu'au 10 mars :**

Exposition «Inspiration» de l'artiste-peintre Fatma-Zohra Bouaouni.

**Salle Ibn-Zeydoun de Riadh El-Feth (El-Madania, Alger)**

**Mardi 26 février à partir de 19h :**

L'ambassade du Japon présente un concert de musique traditionnelle par les artistes M<sup>me</sup> Hara Yoshika et M<sup>me</sup> Kojima Yuko, membres du groupe Wagaku-Miyabi.

### «Jurassic World 3»

## Omar Sy de retour au casting

Il va faire son grand retour dans la super-production américaine. Omar Sy a signé un accord avec la société de production Universal pour jouer dans «Jurassic World 3», cinq ans après le premier du nom, a annoncé The Hollywood

Reporter. Il jouera à nouveau le rôle d'un dresseur de vélociraptors du nom de Barry Sembene, déjà vu dans «Jurassic World».

L'acteur originaire de Trappes partagera l'affiche avec une flopée de stars à l'instar de Chris Pratt, Bryce Dallas Howard ou

encore Jake Johnson, également de retour après avoir été absent de «Jurassic World : Fallen Kingdom».

La réalisation est de nouveau confiée à Colin Trevorrow, le réalisateur américain qui avait dirigé les deux premiers épisodes. A

noter que Jeff Goldblum, Sam Neill et Laura Dern, les acteurs originels de «Jurassic Park» sorti en 1993, feront également partie du casting. Le tournage commencera à l'été 2020 et «Jurassic World 3» doit sortir en juin 2021. **L. B.**



SPAL

## Mohamed Farès reprend du service

LE DÉFENSEUR international algérien de la SPAL, Mohamed Farès, rétabli d'une grave blessure au genou, a retrouvé samedi la compétition, six mois après son opération, lors de la défaite concédée à domicile face à la Juventus (1-2), dans le cadre de la 25<sup>e</sup> journée de Serie A italienne de football. Le latéral gauche algérien a fait son apparition en cours de jeu (60'). Ce retour rassure non seulement son entraîneur Luigi Di Biagio, mais également le sélectionneur national Djamel Belmadi, en vue notamment de la suite des qualifications de la CAN-2021 en mars prochain. Mohamed Farès (24 ans) avait

été victime en août 2019 d'une rupture du ligament antérieur du genou gauche. Il s'était blessé au cours du match amical disputé face à Cesena le 8 août (3-2). Le joueur, qui bénéficiait d'un bon de sortie, était en négociations avancées avec l'Inter Milan, avant que le transfert ne tombe à l'eau. Mohamed Farès figurait parmi les 23 joueurs de l'équipe nationale retenus pour la dernière CAN-2019 remportée par les «Verts» en Egypte. Il n'a été titularisé qu'une seule fois dans le tournoi, lors du match face à la Tanzanie (3-0) dans le cadre de la 3<sup>e</sup> et dernière journée de la phase de poules.

ASM Oran

## Les Asémistes souffrent

L'ASM ORAN, qui restait sur une cinglante défaite à Boussaâda (6-0) mardi passé, a remporté samedi le derby de l'Ouest face au dauphin de la Ligue 2 de football, le WA Tlemcen (3-2), même en l'absence de ses supporters, continuant ainsi de souffler le chaud et le froid. Les Oranais, toujours en course en Coupe d'Algérie après leur brillante qualification aux huitièmes de finale face à l'USM Alger (Ligue 1), ont ainsi bien réagi samedi au stade Habib-Bouakeul face au WAT qui, lui, a encore prouvé son impuissance en dehors de ses bases. L'entraîneur de l'ASMO, Salem Laoufi, a évidemment valorisé ce succès dans ses déclarations d'après-match, rendant hommage à ses joueurs «qui ont réussi à surmonter tous les obstacles, eux qui souffraient énormément sur le double plan physique et psychologique», a-t-il souligné. «Nous avons demandé qu'on nous décale d'au moins 24 heures cette rencontre en raison du long trajet qu'on venait d'effectuer à Boussaâda et ce, quelques jours seulement après notre match en Coupe d'Algérie,

en vain. Malgré cela, mes joueurs ont eu les ressources mentales nécessaires pour renverser la vapeur après avoir été menés au score», s'est-il réjoui dans ses déclarations à la presse à l'issue de la partie. Cette victoire permet aux gars de «M'dina J'dida» de se relancer dans la course à l'accession, assure encore leur entraîneur, souhaitant au passage que «la stabilité revienne au sein de l'équipe après les moments difficiles qu'elle vient de vivre à cause notamment des interminables problèmes financiers du club». Grâce à son succès face au WAT, l'ASMO s'est hissée à la 7<sup>e</sup> place au classement avec 29 points, distancée de trois unités par le quatrième, le RC Arbaâ, sachant que les quatre premiers accéderont en Ligue 1 en fin de saison. A ce propos, Salem Laoufi a dit ne pas baisser les bras, croyant dur comme fer en les possibilités des siens de retrouver l'élite que le club a quittée depuis quatre saisons. Il a aussi insisté sur l'importance de «bien négocier les dix dernières rencontres du championnat».

Aviron

## Le président de la FIA à Alger

LE PRÉSIDENT de la Fédération internationale des sociétés d'aviron (FISA), Jean-Christophe Rolland, effectuera aujourd'hui et demain une visite de travail à Alger où il aura des entretiens avec de hauts responsables du sport algérien sur les prochaines échéances dont les Jeux méditerranéens-2021 d'Oran, a-t-on appris dimanche du Comité olympique et sportif algérien (COA). Au cours de son séjour à l'invitation du président du COA, Mustapha Berraf, le responsable français, également

membre du Comité international olympique, «aura à discuter des prochains Championnats d'Afrique d'aviron qui se tiendront à Alger en septembre 2020 avec le concours de la Fédération algérienne de la discipline», précise la même source. L'ancien champion du monde et olympique abordera, par ailleurs, la question de «l'inscription de cette discipline aux Jeux méditerranéens de 2021 et procédera, à cet effet, à l'installation du Coordinateur africain pour cette compétition».

Boxe/Tournoi pré-olympique (4<sup>e</sup> journée)

## Abdelli (63 kg) qualifié

LE BOXEUR algérien Yahia Abdelli (63 kg) s'est qualifié en quarts de finale du Tournoi pré-olympique qui se déroule à la salle Arena de Dakar (Sénégal), en battant le Botswanaïse Seitshiro Kabo Collen (5-0). Cette quatrième journée du tournoi pré-olympique de Dakar a vu la qualification de quatre boxeurs algériens en quarts de finale. Mohamed Flissi (52 kg) n'a laissé aucune chance à son adversaire du jour, le Congolais Ilunga Kabange Doudou. Il sera opposé au Namibien Thomas Nestor

Mekondj pour le compte des quarts de finale prévus aujourd'hui. Un peu plus tôt, les Algériens Imane Khelif (60 kg) et Younes Nemouchi (75 kg) se sont qualifiés pour les quarts de finale en battant, respectivement, l'Ougandaise Rebecca Among et l'Angolais Daniel Eduardo Zola. Hier, Fatima-Zahra Senouci (57 kg) qui s'était qualifiée vendredi pour les quarts de finale en battant la Malgache Marie Madeleine Rasoarino, était opposée à la Botswanaïse Kenosi Sadie.

JS Kabylie

## Zelfani prépare ses troupes

■ Le coach tunisien de la JS Kabylie, Zelfani, prépare très sérieusement le match qui attend son équipe samedi prochain pour le compte de la 19<sup>e</sup> journée de la Ligue I face au leader, le CR Belouizdad.



Zelfani reste confiant

F.A.F. &gt; D.R.

Par Mahfoud M.

Considérant que ce match est un véritable test pour les Canaris, le premier responsable de la barre technique des Canaris souhaite bien préparer ce rendez-vous. L'équipe est donc en stage de préparation à Tizirt dans l'espoir d'apporter les réglages qu'il faut pour mettre en place le groupe qui devra être prêt pour cette rencontre très importante pour les Vert et Jaune. Le dernier succès enregistré face à l'ASO Chlef sur le score sans appel de (4/0) a transcendé les gars de la ville du

Djurdjura qui souhaitent continuer sur cette même lancée et ajouter une autre victoire qui lui a permis de se rapprocher plus de son adversaire. Le coach tunisien s'est dit très satisfait du rendement de ses joueurs qui se sont donnés à fond. Toutefois, il a été quelque peu contrarié par la blessure du latéral gauche Bencherifa, surtout qu'il s'agit d'un joueur très important dans l'effectif. Il tentera de trouver la solution en comptant sur un élément qui pourrait le remplacer. Toutefois, le staff médical tentera tout pour le récupérer pour qu'il puisse être présent lors de ce match décisif. Pour ce qui est de

l'attaquant libyen, Toubal, ce dernier a donné le plus que le club attendait de lui, d'autant plus qu'il a inscrit un but et a été très actif sur le flanc offensif. Même l'Algéro-Tunisien Derradji a eu un rendement honorable et s'est bien battu lors de ce match. Pour ce qui est de la composante qui sera alignée lors de cette rencontre face au Chabab, le driver de la JSK devra prendre une décision sur les éléments sur lesquels il devra compter dans les heures qui suivent et tout dépendra de la récupération de certains joueurs.

M. M.

Manchester City

## Mahrez troisième passeur en Angleterre

L'ailier international algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, a rejoint la troisième place du classement des passeurs de Premier league anglaise de football, à l'occasion de la 27<sup>e</sup> journée entamée samedi. A l'occasion du déplacement à Leicester, les «Cityzens» ont fait la différence dans le dernier quart d'heure grâce au Brésilien Gabriel Jesus (80'), sur une huitième offrande de la saison de Mahrez. Le joueur algérien se hisse ainsi à la troisième loge, derrière l'international anglais de Liverpool Trent Alexander-Arnold (10 passes), et l'intouchable Kevin de Bruyne (Manchester City) qui caracole en tête avec 16

passes. Cinq joueurs occupent conjointement la quatrième position avec 7 passes chacun : Roberto Firmino (Liverpool), Emiliano Buendia (Norwich City), David Silva (Manchester City), Son Heung-Min (Tottenham), et Adama Traoré (Wolverhampton). Mahrez (29 ans), qui détient 22 apparitions en championnat anglais, dont 15 titularisations, compte 7 buts au compteur. A l'issue de cette victoire, «Man City»

conforte sa deuxième place au classement avec 57 points, loin derrière le solide leader Liverpool (76 points), qui recevra lundi soir (21h00) West Ham, en clôture de cette 27<sup>e</sup> journée, et qui vise le titre de champion qui fut son palmarès depuis 1990. Manchester City sera en appel mercredi prochain en Espagne pour défier le Real Madrid (21h00), en 1/8<sup>e</sup> de finale (aller) de la Ligue des champions.

Cyclisme/ Tour du Rwanda 2020 (1<sup>er</sup> étape)

## Lagab à la 22<sup>e</sup> place

LE CYCLISTE algérien Azzedine Lagab, sociétaire du GS Pétroliers, a terminé dimanche à la 22<sup>e</sup> place, lors de la première étape de la 12<sup>e</sup> édition du tour international cycliste du Rwanda 2020 (23 février - 1<sup>er</sup> mars), course entre Kigali Arena et Kimironko sur une distance de 114,4 Km. Lagab a bouclé cette étape inaugurale en 2h45'39", à 40 secondes de retard sur le vainqueur de l'étape le Kazakh Fedorov Yevgeniy (Vino - Astana Motors), auteur d'un chrono de 2h44'59". La deuxième place est

revenue à l'Erythréen Mulueberhan Henok (2h45'14"), alors que son compatriote Hailu Biniam (Nippo Delko Provence) a pris la troisième place (2h45'17"). A l'issue de sa victoire, Fedorov Yevgeniy s'empare du maillot jaune de leader. Outre Lagab, quatre autres cyclistes algériens sont présents au Rwanda : Abdelraouf Bengayou, Oussama Chablaoui, Hadj-Bouid Abderrahmane Karim, et Ayoub Sahiri. La deuxième étape était prévue hier entre Kigali et Huye sur une distance de 120,5 Km.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Ligue des champions (1/8<sup>e</sup> aller)

## Naples-Barcelone et Chelsea-Bayern, affiches de la journée

**LES MATCHES** Naples-Barcelone et Chelsea-Bayern Munich constituent les deux affiches de huitièmes de finale aller de Ligue des champions, prévues mardi. Alors que les coéquipiers de Lionel Messi vont découvrir Naples où brilla l'extrême de l'Argentine Maradona, les Anglais de Chelsea reçoivent le Bayern Munich qui a actuellement le vent en poupe. Poids lourd européen avec ses cinq titres de champion d'Europe, le Barça part favori, même si le leader du Championnat d'Espagne est privé de ses fers de lance : Luis Suarez, Ousmane Dembélé et Jordi Alba. En Liga, les Catalans ont sorti un match référence samedi avec un festival offensif contre Eibar : victoire 5-0 et quadruplé de Messi. De son côté, Naples, sixième de Serie A, reste sur six victoires en sept matches, avec les trois premiers au classement (Juventus, Inter Milan, Lazio Rome) parmi ses

victimes. A Londres, un gros défi attend Chelsea qui reçoit à Stamford Bridge le Bayern Munich, redevenu le mastodonte qui fait trembler l'Allemagne et l'Europe, avec une série en cours de 11 matches sans défaite (10 victoires et 1 nul). Les Blues, privés de N'Golo Kanté et sixièmes de Premier League, n'ont eux plus enchaîné de victoires en championnat depuis octobre. Les voilà condamnés au coup d'éclat.

Programme des matches des huitièmes de finale prévus mardi 25 février et mercredi 26 février :

**Mardi 25 février**  
(20h00 GMT) Chelsea (ENG) - Bayern Munich (GER)  
Naples (ITA) - Barcelone (ESP)  
**Mercredi 26 février**  
(20h00 GMT) Lyon (FRA) - Juventus Turin (ITA)  
Real Madrid (ESP) - Manchester City (ENG).

(APS)/Racim S.

Oran

## Démolition de 25 constructions illicites au quartier des «Planteurs»

**UNE OPÉRATION** de démolition visant 25 constructions illicites nouvellement édifiées au quartier des «Planteurs» a été effectuée, a-t-on appris hier auprès des services de la wilaya. Les services de la délégation communale de Sidi El-Houari et de la commune d'Oran ont procédé, dimanche, en collaboration avec les services de sécurité, à la démolition de 25 constructions illicites nouvellement édifiées au niveau du quartier des «Planteurs», dans le cadre de la lutte contre les constructions illicites, selon la même source. L'opération vise à

mettre un terme aux extensions anarchiques et aux constructions illicites qui défigurent l'aspect esthétique de la ville, a-t-on souligné. Toutes les procédures légales seront prises à l'encontre des personnes responsables de ce phénomène, selon la même source, ajoutant que l'opération continuera et ciblera d'autres sites dans les autres délégations communales. Pour rappel, 13 récentes constructions et extensions illicites sur les trottoirs réservés aux piétons ont été démolies dans la commune d'Oran, a-t-on fait savoir.

M. N.

Ancien chef de protocole de Bouteflika

## Mokhtar Reguieg placé sous mandat de dépôt

**L'ANCIEN** chef de protocole de l'ex-président de la République Abdelaziz Bouteflika, Mokhtar Reguieg, a été placé samedi sous mandat de dépôt par le procureur de la République du tribunal de Sid M'hamed. Reguieg est poursuivi pour des affaires de corruption liées à plusieurs ministres et hommes d'affaires qui sont déjà incarcérés.

M. L.

## L'homme d'affaires Hocine Metidji et son fils en détention provisoire

**L'HOMME** d'affaires et P-DG du groupe Metidji, Hocine Mansour Metidji, a été placé, ce lundi 24 février (hier), en détention provisoire par le tribunal de Sid M'hamed. L'homme d'affaires est accusé d'abus de fonctions, constitution d'une association de malfaiteurs, financement occulte de campagne électorale, transfert illicite de capitaux vers l'étranger et trafic de produits alimentaires subventionnés en vio-

lation de la législation et de la réglementation relatives aux échanges», précise la même source. Plusieurs personnes sont impliquées dans l'affaire de Metidji dont son fils, l'ancien chef de protocole de Bouteflika et sept anciens ministres parmi eux, Sellal, Mahjoub Bedda, Abdelghani Zaâlane, et l'homme d'affaires incarcéré, Ali haddad.

R. Z.

## Les imams réclament une augmentation Des salaires



Louis

Djalou@hotmail.com

Douanes

## Noureddine Khaldi installé à la tête de la direction générale

■ *Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a procédé, hier, à l'installation de Noureddine Khaldi dans ses fonctions de directeur général des Douanes, en remplacement de Mohammed Ouaret, a indiqué une communiqué de ce ministère.*

Par May T.

**E**taient présents à cette cérémonie qui s'est tenue au siège de la DG des Douanes, le ministre délégué chargé de la Prospective et des Statistiques, Bachir Messaïta et l'ensemble des cadres dirigeants de cette institution, indique la même source. A cette occasion, M. Raouya a remercié M. Ouaret et

rappelé le travail accompli en matière de modernisation de l'institution à travers les mesures de facilitations des procédures douanières, d'une part, et les efforts qu'elle déploie pour une meilleure couverture de l'espace douanier national en vue d'assurer une protection efficiente de l'économie nationale, d'autre part, lit-on dans le communiqué. Dans ce sens, M. Raouya a exhorté le nouveau directeur

général des Douanes, M. Khaldi, à poursuivre dans la voie de la modernisation et de parachever les projets engagés dans ce domaine, visant à faire de l'administration douanière un outil au service du développement de l'économie nationale, ajoute la même source. Pour rappel, Mohammed Ouaret avait occupé le poste de DG des Douanes depuis avril 2019 en remplacement de Farouk Bahamid. M. T.

Grande figure des médias français et militant pour l'indépendance de l'Algérie

## Hervé Bourges n'est plus

**H**ervé Bourges, grande figure de l'audiovisuel français et militant pour l'indépendance de l'Algérie, est décédé dimanche à l'âge de 86 ans, ont annoncé ses proches. Il est décédé dans un hôpital parisien, entouré de son épouse et de proches, a notamment indiqué Olivier Zegna-Rata, qui fut son directeur de cabinet au Conseil supérieur de l'audiovisuel français (CSA). Né le 2 mai 1933 à Rennes (Ille-et-Vilaine, nord-ouest), il fut diplômé de l'Ecole supérieure de journalisme de

Lille (ESJ) en 1955. Sa vie fut ensuite un long parcours entre médias, politique et même diplomatie, un temps ambassadeur de France auprès de l'Unesco. Journaliste, patron successif de plusieurs médias français, notamment audiovisuels, Hervé Bourges avait été à la tête du Conseil supérieur de l'audiovisuel français (CSA) de 1995 à 2001. Outre ses rôles éminents dans les médias, Hervé Bourges fut aussi un militant anticolonialiste du temps de la guerre de

Libération nationale d'Algérie et un amoureux de l'Afrique. Après l'indépendance de l'Algérie, il occupa plusieurs fonctions et opta pour la nationalité algérienne. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et documentaires sur l'audiovisuel, l'Algérie et l'Afrique. Il a déclaré dans un entretien à un média français avoir «tout appris par l'Algérie et par l'Afrique» qui lui «ont ouvert de vastes horizons».

Fil T.

Tlemcen

## Saisie de 123,5 kg de kif traité, sept individus arrêtés

**U**ne quantité de 123,5 kilogrammes de kif traité a été saisie lors de deux opérations distinctes menées dernièrement dans les communes de Sebdou et El-Aricha (Tlemcen), ayant également permis l'arrestation de sept individus, a-t-on appris, hier, de la cellule de communication de la Direction régionale des douanes de Tlemcen. Le gros de la marchandise prohibée, soit

104 kg de kif traité, a été saisi à Sebdou suite à la fouille d'un véhicule, a-t-on précisé de même source, signalant que cette première opération s'est aussi soldée par l'arrestation de trois individus. La deuxième opération menée près d'El-Aricha a, quant à elle, donné lieu à la découverte de 19,5 kg de kif traité, dissimulés à l'intérieur d'un véhicule utilitaire dont les quatre

occupants ont été arrêtés, a-t-on fait savoir. Ces deux opérations de lutte contre le trafic de drogue ont été menées par les services des Douanes en coordination avec un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a-t-on indiqué de même source, ajoutant que les sept mis en cause ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes. (APS)